

C'est M. Carlisle, ancien président de la Chambre et le chef autorisé du parti démocrate, qui a déposé une proposition demandant la nomination d'une commission conjointe, "laquelle prendra en considération toutes les questions affectant les relations commerciales des deux pays en vertu des traités et des statuts existants, décidera et fera aux deux gouvernements respectivement telle législation réciproque qui sera de nature à régler tous les différends et difficultés entre les deux pays et qui, dans l'opinion de telle commission conjointe, sera de nature à promouvoir l'établissement prompt et permanent d'une *reciprocité commerciale illimitée entre les Etats-Unis et la Puissance du Canada.*"

Pour ce qui concerne l'administration actuelle, la dépêche suivante de M. Blaine à l'hon. M. Baker ne laisse aucun doute à cet égard. La position est celle des deux grands partis—républicain et démocrate. Voici comment se lit la dépêche en question :

"Je vous autorise à contredire les rumeurs qui circulent. Il n'y a aucune négociation de commencée en vue de conclure un traité de réciprocité avec le Canada et vous pouvez être certain qu'aucun projet de réciprocité avec le Canada qui s'arrête aux produits naturels ne sera pris en considération par ce gouvernement. Nous ne savons rien de la venue de sir Charles Tupper à Washington."

La dépêche de lord Stanley au ministre des colonies est du 13 décembre ; celle de M. Blaine du 29 janvier. Il y a huit jours à peine, il n'y avait donc pas de négociations commencées ; aucune commission n'avait été nommée et l'on ignorait à Washington la venue de sir Charles Tupper. C'est donc une pure comédie que l'on essaie de monter pour tromper le pays, lui donner de fausses espérances, le bercer encore une fois d'illusions. D'ailleurs, il est évident que sir John ne peut ni ne veut d'une réciprocité commerciale avec les Etats-Unis qui interviendrait en quoi que ce soit avec son œuvre de 1879.

### LA POSITION EST DONC BIEN CLAIRE

Sir John en appelle au peuple avec un programme de réciprocité limitée rejeté d'avance par le gouvernement américain.